

Notions essentielles : participation aux élections, abstention aux élections, intégration sociale, variables contextuelles

2. Voter : une affaire individuelle ou collective ?

22- Comment expliquer l'abstention aux élections de 2024 ?

Des facteurs sociodémographiques structurels expliquent l'abstention aux élections de 2024

□ Une relation de corrélation entre facteurs sociodémographiques et abstention

● Une relation de corrélation entre facteurs sociodémographiques et abstention au sens strict

Document 1 :

L'enquête Ipsos, menée du 6 au 7 juin, constate plus de 60 % d'abstention chez les moins de 35 ans, pour seulement 29 % chez les plus de 70 ans. Mais les plus jeunes (18-24 ans) sont toutefois plus nombreux à aller voter (40 %) que leurs aînés (34 % des 25-34 ans).

Le taux d'abstention atteint 52 % chez les cadres - soit presque autant que chez les professions intermédiaires (54 %) et les ouvriers (56 %). Les retraités restent bien plus mobilisés, avec seulement 32 % d'abstention, selon Ipsos. Qui constate aussi que le niveau d'études n'est plus un facteur discriminant en termes de participation : 46 % d'abstention chez les non-bacheliers, 48 % chez ceux qui se sont arrêtés au baccalauréat, 51 % pour les bac + 2 et 49 % à partir de bac + 3. Soit « une fourchette de cinq points » au total selon le niveau d'études.

Après deux ans d'inflation soutenue, la participation est notable selon le niveau de revenus : l'abstention plafonne à 46 % dans les foyers dont le revenu mensuel net dépasse 3 000 €, mais atteint 57 % chez ceux qui perçoivent moins de 1 250 € par mois.

Source : Joël Carassio, Européennes 2024, Jeunes, cadres, retraités... qui a voté quoi, et pourquoi ? Le Dauphiné Libéré, 06/2024

Questions :

1. Classer les variables sociodémographiques selon l'importance de leur influence sur l'abstention. Utilisez des données précises et opérez des calculs

● Une relation de corrélation entre facteurs sociodémographiques et abstention au sens large

Document 2 :

Un Français sur 6 (16,5%) enregistrés sur les listes électorales n'était pas inscrit dans la commune où il résidait lors de l'élection présidentielle de 2022, a annoncé l'Insee dans un rapport publié ce mercredi 5 mars.

Cette situation, qui concerne 7,7 millions de personnes au total, est particulièrement fréquente chez les jeunes de 18 à 25 ans: 39% d'entre eux étaient inscrits ailleurs que là où ils habitaient, généralement dans la commune de leurs parents, précise l'Insee. Même chose pour la moitié des Français qui ont déménagé dans l'année et les trois quarts de ceux vivant en communauté, comme en maison de retraite ou en caserne.

En 2017, 5,2 millions de personnes en âge et en droit de voter étaient ainsi empêchées de le faire faute d'être inscrites sur les listes électorales. Un nombre encore plus impressionnant – 7,6 millions – n'étaient pas inscrites dans leur commune de résidence. Ces « mal-inscrits » avaient 2,5 fois plus de risque d'être des abstentionnistes constants, donc de ne voter à aucun des quatre tours des scrutins présidentiel et législatifs. Grâce aux données fournies par l'Insee, nous avons pu établir que la situation de mal-inscription constituait le facteur le plus décisif de l'abstention, jouant davantage encore que l'âge, le niveau de diplôme ou la classe sociale. A contrario, lorsqu'ils sont bien inscrits, les Français continuent de voter massivement : 89 % d'entre eux ont voté à au moins l'un des quatre tours de scrutin du printemps 2017.

On sait désormais que l'étape de l'inscription contribue à alimenter de très fortes inégalités sociales de participation électorale qui ne font que s'aggraver d'une élection à l'autre. La non-inscription affecte particulièrement les catégories les plus éloignées de la politique : les moins diplômées et les plus fragiles économiquement.

La procédure d'inscription d'office [pour les jeunes de 18 ans qui ont effectué leur recensement à 16 ans] a mécaniquement mis fin, au tournant des années 2000, à la non-inscription massive des plus jeunes. Son extension récente aux Français par acquisition devrait produire les mêmes effets. Reste que les ouvriers sont trois fois plus absents des listes que les cadres et les professions intellectuelles supérieures, et deux fois plus que les employés et les artisans. Les chiffres sont particulièrement spectaculaires : un tiers environ des employés et des ouvriers est mal inscrit ou non inscrit.

L'effet de la mal-inscription sur les jeunes est encore plus fort, au point d'annihiler complètement les effets inclusifs de l'inscription d'office à 18 ans. Le taux de mal-inscription était ainsi de 40 % chez les 25-29 ans en 2017 contre 7 % seulement chez les plus de 65 ans. Cette situation éclaire pour partie les écarts de participation particulièrement élevés entre ces deux classes d'âge : 20 points lors l'élection présidentielle en 2017, et jusqu'à 36 points aux législatives qui ont suivi. Indexée à la mobilité géographique, la mal-inscription gêne le vote aussi bien des étudiants et des jeunes travailleurs ayant quitté le foyer parental que des jeunes parents quittant les centres-villes pour des logements plus spacieux en périphérie ou dans les zones rurales.

Source : C.Braconnier, « L'inscription sur les listes électorales est une procédure d'un autre temps », Le monde 01/03/2024

Questions :

1. Compléter le tableau

	Mal inscription	Non inscription
Définition		
Nombre de français concernés		
Part des français concernés		
Caractéristiques des français concernés		
Importance sur l'abstention		

□ Une relation de causalité entre facteurs sociodémographiques et abstention

Document 3

L'argument le plus souvent évoqué pour expliquer l'abstentionnisme serait l'absence d'intérêt pour la politique presque toujours complétée par l'expression de l'incompétence personnelle des citoyens.

Pour le politiste français Daniel Gaxie le «cens caché» –en ce que le capital culturel possédé, cens caché, engendrerait une forme de suffrage censitaire– est un déterminant de l'abstention électorale: la différence de politisation entre classes sociales serait liée aux inégalités culturelles, elles-mêmes principalement déterminées par les inégalités scolaires qui séparent les groupes sociaux et donc au sentiment de compétence politique des sujets.

Le capital culturel engendrerait une inégale maîtrise des instruments de la politique, tels que le fait de s'inscrire au bon bureau de vote, de prendre la parole en public, de se sentir légitime à avoir une opinion. Ainsi les citoyens qui s'auto-excluraient le plus des processus démocratiques seraient ceux qui disposent d'une (perception de leur) compétence politique faible. Si le suffrage est universel de droit il deviendrait, par l'exclusion et l'auto-exclusion du vote, comme «censitaire de facto» selon Gaxie, c'est-à-dire réservé aux plus favorisés. On constate, certes, de manière générale une corrélation entre l'absence de diplôme et l'abstention; moins la personne est diplômée, plus elle s'abstient.

Comme le montre la sociologue Anne Muxel, il existe dans le jeu politique une nouvelle forme d'expression: une abstention «dans le jeu» qui est même l'expression d'une certaine vitalité démocratique.

L'abstention-protestation peut être le fait d'un «mécontentement» selon le politologue Alain Lancelot mais elle peut aussi s'apparenter à une forme de contestation du système. Alors que le mécontentement ponctuel, lié à des événements politiques ou au questionnement des élites, n'obère pas l'adhésion au système, la contestation du système politique en lui-même est une remise en cause de la démocratie représentative au profit des formes de démocratie directe.

En l'espèce, les dernières années ont vu la parole politique perdre en crédibilité: de Nuit debout aux Indignés, des «gilets jaunes» aux Convois de la liberté, c'est bien la question la démocratie représentative qui a été posée. «Nous ne sommes pas en démocratie» était l'un des leitmotivs des «gilets jaunes», mettant en question la démocratie représentative dans sa consistance et sa forme en appelant parfois de leurs vœux la tenue d'un référendum d'initiative citoyenne (RIC), voire même l'idée d'une assemblée constituante tirée au sort. Ces mouvements successifs sont mus par «l'exigence radicale d'une reprise en main par les citoyens de leur destin» comme le rappelle par ailleurs Bruno Cautrès: «On retrouve des éléments très communs [...] avec à la fois la question de la justice sociale, l'égalité, la fraternité, et puis le sentiment que le système politique n'arrive pas à écouter, qu'il n'est pas empathique, que c'est une sorte de caste qui vit dans son univers et dans l'incapacité de comprendre les Français.»

Source : Béatrice Mabilon-Bonfils et Virginie Martin, Ces haut diplômés qui ne votent pas: éclairage sur l'abstention comme choix politique, 25 avril 2022

Questions :

2. Compléter le tableau

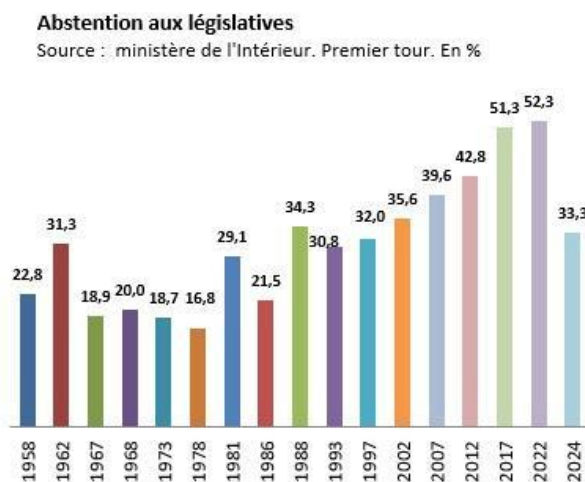
	Abstentionnisme « hors du jeu politique »	Abstentionnisme « dans le jeu politique »
Caractéristiques des abstentionnistes		
Déterminants de l'abstention	Déterminant 1	
	Déterminant 2	

Des facteurs contextuels et conjoncturels expliquent l'abstention en 2024

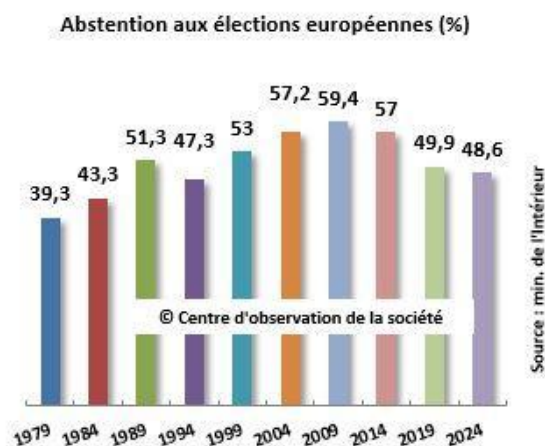
□ Un taux d'abstention variable selon l'année et le type d'élection

Document 4

A :



B :



Source : Centre d'Observation de la société, Abstention : une forte baisse aux législatives, qui confirme un mouvement plus général, juillet 2024

Questions :

3. Ce document mesure-t-il l'abstention au sens strict ou au sens large ? Justifiez
4. Comparez l'évolution du taux d'abstention aux législatives et aux européennes depuis 1978. Qu'en concluez-vous ?
5. Comparez le taux d'abstention aux élections législatives et aux européennes en 2024. Cette abstention en 2024 est-elle intermittente ou constante ?

□ Les déterminants : des enjeux variables selon l'élection

Document 5

A :

La faible participation aux élections européennes est souvent liée à un manque d'information et d'intérêt pour les enjeux européens. Les citoyens se sentent parfois éloignés des institutions européennes et ont du mal à comprendre leur fonctionnement. De plus, certains électeurs estiment que leur vote n'aura pas d'impact réel sur les décisions prises à Bruxelles.

Cette perception peut être renforcée par la faible médiatisation des débats et des candidats aux élections européennes, ainsi que par la complexité des enjeux et des compétences de l'Union européenne.

Source : L'opinion, L'abstention aux élections européennes: causes et enjeux, 30/04/2024

B :

L'abstention aux européennes témoignerait plutôt d'un désintérêt pour ses politiques et ses institutions jugées complexes et lointaines. (...). Car les citoyens ne sont pas particulièrement au fait du rôle et des compétences du Parlement qu'ils sont appelés à élire. Celui-ci évolue au sein d'une architecture européenne "extrêmement complexe pour les Européens de tous les pays", note Mathieu Gallard : "il faut vraiment s'y intéresser pour en comprendre les mécanismes qui sont très différents des mécanismes nationaux."

Or les politologues observent que les citoyens se rendent aux urnes s'ils comprennent clairement les enjeux de l'élection. "Les gens vont voter dans un premier temps parce qu'ils ont l'impression de bien comprendre", explique ainsi Olivier Costa. Médiatisée et

expliquée dans un cadre institutionnel familier aux électeurs, la présidentielle en France présente un taux de participation relativement élevé.

Aux européennes, les enjeux politiques restent flous, d'autant plus que l'organisation de l'hémicycle européen par groupes politiques transnationaux répond aussi à des logiques spécifiques. La complexité du fonctionnement institutionnel de l'UE est donc un facteur non négligeable de l'abstention.

Le choix d'aller déposer son bulletin dans l'urne est aussi corrélé au sentiment d'être concerné par ce qui se joue. Or, c'est d'abord au niveau local et national que sont prises les décisions tangibles qui affectent le quotidien et le portefeuille des Européens : logement, protection sociale, fiscalité, chômage...

Source : J.Daniel, Européennes : pourquoi l'abstention est-elle si forte ?, <https://www.touteurope.eu/institutions/europeennes-pourquoi-l-abstention-est-elle-si-forte/>

Questions :

6. Présentez les différentes explications du fort taux d'abstention aux élections européennes

Document 6

A : Franceinfo : Comment expliquer cette forte mobilisation ?

Brice Teinturier : Vous avez une double mobilisation. Une mobilisation d'espérance, notamment chez les électeurs du RN mais un peu aussi chez les électeurs à gauche, parce que tout à coup cette dissolution rouvrirait la possibilité d'une alternance. Et puis une mobilisation par la peur, par la crainte. Une crainte vis-à-vis du Rassemblement national ou crainte vis-à-vis du bloc de gauche.

Source : Claire Guédon, Législatives 2024 : à qui a profité la participation record au premier tour du scrutin ?, France Info, 01/07/2024

B :

En 2024, les législatives vont avoir lieu presque à mi-mandat, comme en 1997. Elles ont donc beaucoup plus de sens puisqu'il est demandé au corps électoral de confirmer la majorité ou de voter pour une des deux principales oppositions ; et les enjeux sont dramatisés par les acteurs politiques : pour beaucoup, il faut avant tout faire barrage à l'extrême droite tandis que pour d'autres il faut surtout imposer une cohabitation au président, soit avec la droite radicale, soit avec le Nouveau Front populaire. On peut donc s'attendre à une participation en forte hausse par rapport à 2022.

Source : P.Bréchon, La participation constitue un enjeu majeur pour les législatives anticipées, The conversation, 27/06/2024

Questions :

7. Comment expliquer la mobilisation des français lors des législatives de 2024 ?